

Bruxelles, le 19.7.2023
C(2023) 4803 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 19.7.2023

**relative au financement du troisième train de mesures particulières en faveur de la
République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2023**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 19.7.2023

relative au financement du troisième train de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2023

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après le «TFUE»),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du troisième train de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2023, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2023. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les objectifs poursuivis par les mesures à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 pour ce qui est du programme géographique «Afrique subsaharienne» consistent à promouvoir le développement durable en République démocratique fédérale d'Éthiopie en contribuant à l'avènement d'une paix durable et à la cohésion sociale, et en soutenant les mesures destinées à faire face à la crise alimentaire en cours, en particulier.
- (4) En vertu de l'article 23, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947, l'utilisation de mesures particulières qui ne sont pas fondées sur des documents de programmation est justifiée en l'espèce par la fragilité du contexte après deux ans de guerre civile en Éthiopie. Le processus de paix est en cours de consolidation et les parties à l'accord de

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ Voir www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

cessation permanente des hostilités y sont attachées. Le conflit a entraîné une détérioration des relations entre l'UE et la République démocratique fédérale d'Éthiopie, qui s'est traduite par la réticence de l'UE à poursuivre le processus d'adoption du programme indicatif pluriannuel tant que le gouvernement éthiopien ne respectait pas le droit international. Ainsi qu'il ressort des conclusions du Conseil du 24 avril⁴, l'évolution actuelle de la situation et les progrès constants accomplis dans la mise en œuvre de l'accord de paix forment la toile de fond de la relance du processus d'adoption du programme indicatif pluriannuel (PIP) par la Commission, ce qui permettra à l'UE et à ses États membres de jouer un rôle majeur dans la promotion des dividendes tangibles de la paix tant attendus. Néanmoins, le PIP étant en cours de préparation, l'UE continue de soutenir les populations vulnérables au moyen de mesures particulières axées sur la sécurité alimentaire et hydrique, la relance de l'agriculture et le renforcement de la production alimentaire nationale, le soutien aux déplacements et à la réintégration et la relance économique du secteur privé dans les zones touchées par le conflit et/ou la sécheresse.

- (5) L'action 1 intitulée «Relance de l'agriculture et amélioration de la production alimentaire nationale et de la sécurité alimentaire en Éthiopie» vise à renforcer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience des moyens de subsistance des communautés rurales du pays, en mettant plus particulièrement l'accent sur les zones touchées par des catastrophes d'origine naturelle ou anthropique. Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions d'autres donateurs prévues par l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de l'accord correspondant. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu de procéder à une estimation raisonnable de la conversion.
- (6) L'action 2 intitulée «Soutien durable aux personnes déplacées en raison du conflit et de catastrophes naturelles et à leurs communautés d'accueil» renforcera durablement la protection des populations déplacées de force et des communautés d'accueil en Éthiopie et la réponse à leurs besoins fondamentaux, en mettant l'accent sur les zones touchées par des catastrophes d'origine humaine et des catastrophes naturelles et climatiques. Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions d'autres donateurs effectuées conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de l'accord correspondant. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu de procéder à une estimation raisonnable de la conversion.
- (7) L'action 3 intitulée «Soutien à la relance des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les zones sortant du conflit» vise à rétablir l'économie locale et à renforcer la résilience des MPME touchées par les crises en Éthiopie, en mettant l'accent sur le nord du pays. Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions d'autres donateurs effectuées conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de l'accord correspondant. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu de procéder à une estimation raisonnable de la conversion.
- (8) L'action 4 intitulée «Réaction aux chocs climatiques en Éthiopie au moyen de la gestion intégrée des ressources en eau et de la gestion des risques de catastrophes» vise à améliorer la résilience face à la sécheresse et à réduire la vulnérabilité aux chocs climatiques et la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire en Éthiopie. Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions d'autres donateurs prévues

⁴ 8610/23- [Éthiopie](#) - Conclusions du Conseil (24 avril 2023).

par l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de l'accord correspondant. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu de procéder à une estimation raisonnable de la conversion.

- (9) L'action 5 intitulée «Facilité de coopération» vise à accroître l'impact des actions de coopération actuelles et futures de l'UE en Éthiopie.
- (10) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (11) La Commission doit assurer le niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte prévu par l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.
À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, s'il y a lieu, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (12) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de l'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier

La mesure

La décision annuelle de financement, qui constitue la mesure annuelle destinée à mettre en œuvre le troisième train de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2023, telles qu'exposées dans les annexes, est adoptée.

La mesure comporte les actions suivantes:

- (a) relance de l'agriculture et amélioration de la production alimentaire nationale et de la sécurité alimentaire en Éthiopie, exposée à l'annexe 1;
- (b) soutien durable aux personnes déplacées en raison du conflit et de catastrophes naturelles et à leurs communautés d'accueil, exposée à l'annexe 2;
- (c) soutien à la relance des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les zones sortant du conflit, exposée à l'annexe 3;
- (d) réaction aux chocs climatiques en Éthiopie au moyen de la gestion intégrée des ressources en eau et de la gestion des risques de catastrophes, exposée à l'annexe 4;
- (e) facilité de coopération, exposée à l'annexe 5.

⁵ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre des mesures particulières pour 2023 est fixé à 162 500 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

BGUE-B2023-14.020121-C1-INTPA: 162 500 000 EUR

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.4 de l'annexe 1, aux points 4.4.2 à 4.4.6 de l'annexe 2, aux points 4.4.1 à 4.4.3 de l'annexe 3 et aux points 4.4.3 et 4.4.4 de l'annexe 4.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier pour autant que ces modifications n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions précisées dans les annexes. Elles peuvent être octroyées aux organismes sélectionnés conformément aux points 4.4.1 et 4.4.2 de l'annexe 1, au point 4.4.1 de l'annexe 2 et au point 4.4.1 de l'annexe 4.

Fait à Bruxelles, le 19.7.2023

Par la Commission
Jutta URPIAINEN
Membre de la Commission

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.